

La Charte de la laïcité et le jeu sournois des médias dominants et multiculturalistes

Ce texte est cosigné par Gilles Toupin.

S'il y a un sujet qui a retenu l'attention médiatique pour les bonnes ou les mauvaises raisons depuis ces quatre derniers mois, c'est bien celui de la Charte de la laïcité du gouvernement Marois. Le débat a donné même l'impression par moment, en raison d'une couverture médiatique souvent biaisée, que cette «affaire» était devenue non pas le grand débat sociétal de l'heure, mais une source d'inquiétude terrible qui pouvait nous entraîner dans le meilleur des cas dans une dérive autoritaire digne de la Russie de Poutine, comme l'a d'ailleurs déclaré le philosophe Charles Taylor, et dans le pire des cas nous faire carrément revivre la machination démente du totalitarisme hitlérien, comme l'a suggéré le député libéral Jean-Marc Fournier en évoquant la fameuse «Nuit de Cristal» et en rappelant du même coup le rituel macabre contre les juifs perpétré par les Chemises brunes les 9 et 10 novembre 1938.

Ces insinuations ne sont pourtant pas celles de deux bouffons. Charles Taylor et Jean-Marc Fournier jouissent l'un et l'autre d'un statut de premier plan dans le débat public et d'une réelle proximité avec les médias qui auraient dû les forcer à tout le moins à un peu plus de décence et d'élévation intellectuelle. S'ajoutent à cela d'autres allusions plus au moins cryptées à l'effet que le Parti québécois aurait basculé du côté de l'extrême droite à l'image du Front national en France, ou qu'il aurait puisé son inspiration première du parti du Führer, le Parti national-socialiste des travailleurs allemands.

Lorsque le loup se transforme en mouton

Même le tandem Adil Charkaoui-Salam Elmenyawawi a trouvé grâce aux yeux de quelques faiseurs d'opinion qui leur ont taillé une place de choix dans nos bulletins de nouvelles. À croire qu'il suffit de se réincarner dans le Collectif québécois contre «l'islamophobie» et de crier au loup à tous vents en dénonçant au dépend des faits le racisme, la xénophobie et les actes de violences à l'égard des musulmans pour passer l'éponge sur des années et des années de militance islamiste. Elmenyawawi n'est pas n'importe qui. Ses idées sont connues et largement répandues dans les milieux islamistes et même au-delà. Il a répété à maintes reprises que *«le Coran est à prendre à la lettre, que religion et politique doivent demeurer liées et que la guerre sainte (le jihad) devient légitime si l'islam est attaqué»* (Sophie Brouillet, Croire au Coran, *La Presse*, 16 juin 2003). Bref, rien de vraiment très rassurant, d'autant plus qu'on le retrouve à la tête du Conseil musulman de Montréal, organisation qui fédère comme l'indique son site Internet plus de 40 institutions islamiques à Montréal.

Parmi ses quelques autres faits d'armes importants, signalons ses insistantes tentatives pour implanter au Québec les tribunaux islamiques au milieu des années 1990, et ce bien avant que la proposition ne fasse rage en Ontario en 2004. D'ailleurs, c'est à Montréal que le premier tribunal islamique du genre a

vu le jour au Canada! Le concept avait été calqué sur le modèle anglais du Conseil de la charia (*Britain's Islamic Shariah Council*) mis sur pied en 1992 et qui a pignon sur rue depuis ce temps-là. Le ministère de la Justice du Québec s'était d'ailleurs inquiété de l'existence des tribunaux religieux et avait demandé une étude sur ce sujet au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles dirigé par Bernard Landry. Mais en 2013, Elmenyawy, se sentant soudainement investi d'une mission, a changé son fusil d'épaule et s'est entièrement consacré à la défense des femmes voilées. Disons que le matraquage de la communication a ceci de particulier: transformer le mouton en loup et le loup en mouton! De l'application de la charia qui entérine, entre autres, la répudiation, la polygamie, l'inégalité successorale et la violence conjugale, Elmenyawy devient soudainement comme par magie le champion de l'«antiracisme» et le «sauveur» des «femmes voilées», alors qu'il était pourtant prêt à les jeter dans la gueule du loup en les contraignant à des normes islamiques discriminatoires voilà une quinzaine d'années. Comment se fait-il qu'il puisse trouver dans cette nouvelle posture «antichartriste» des mains tendues et des oreilles attentives et être crédités d'attachement à la démocratie?

Deux visions irréconciliables: une laïcité de séparation et une «laïcité» de reconnaissance

La Charte dans le viseur, de nombreux interlocuteurs se sont succédé pour nous mettre en garde contre une accélération subite de l'histoire. Ainsi, selon eux, le Québec, sous un gouvernement du Parti québécois dirigé pour la première fois par une femme, cesserait soudainement d'être une démocratie. Ce n'est pas une simple césure qu'on nous annonce ici mais un incroyable séisme, une sorte d'hécatombe politique! Rien de moins! Comme quoi le ridicule ne tue pas.

En raison de quoi nous lance-t-on ces scénarios catastrophiques? En raison de la proposition du projet de loi 60 qui vise à interdire le port des signes religieux ostentatoires pour les fonctionnaires de l'État durant leurs heures de travail. Interdiction que plusieurs pays européens - notamment, l'Allemagne dans la majorité des Länder, tout comme la Suisse et la Belgique ainsi que la France à l'échelle de son territoire national - imposent aux enseignants des écoles publiques. Nous pouvons être d'accord ou pas avec cette conception de la neutralité de l'État incarnée par ses représentants, la question n'est pas là. Mais encore faut-il appuyer son point de vue sur un argumentaire rigoureux qui appelle à la raison. Auquel cas, il faut pousser un peu plus loin l'exercice et laisser les avis contradictoires s'exprimer d'une façon équitable.

VOIR AUSSI: [Tous les blogues du HuffPost sur la Charte des valeurs](#)

Force nous est de constater que nous sommes face à deux visions irréconciliables de la laïcité: une laïcité de séparation des religions et de l'État et une «laïcité» de reconnaissance des religions par l'État («laïcité ouverte»), ce qui n'a rien à voir à proprement parler avec la laïcité. Car cette dernière, rappelons-le, depuis la Révolution française, impose à l'État une indifférence vis-à-vis des religions, c'est-à-dire une stricte neutralité, une non-reconnaissance des religions dans la sphère publique.

Puisant ses fondements philosophiques dans le siècle des Lumières, la laïcité tend à élever l'individu à l'autonomie de jugement à travers l'éducation et la culture et vise à une stricte séparation entre les religions et l'État ainsi qu'entre la sphère publique et la sphère privée. En ce sens que la sphère publique ne peut être considérée comme le prolongement naturel de la sphère privée, compte tenu du fait que la sphère publique implique ce qui est commun à toutes et à tous dans la cité. Or, la religion n'est pas commune à toutes et à tous.

Ainsi, le terme de «laïcité ouverte» qui assigne systématiquement des individus à un groupe communautaire de référence dont ils ne peuvent que difficilement s'affranchir n'est qu'une supercherie conceptuelle qui contribue à entretenir la confusion sur ce qu'est véritablement la laïcité. L'objectif ultime de cette supercherie étant le retour des religions dans les affaires de l'État pour encadrer la société. Dans cette perspective, on pousse ainsi à une reconnaissance des religions comme identités premières dans l'ordre du droit, jetant les individus dans des logiques communautaristes. Mesure-t-on les conséquences politiques d'une telle démarche sur les droits des femmes par exemple, sur le respect de la diversité sexuelle ou encore sur le droit au blasphème ou à la liberté d'expression et de création?

Malheureusement, tout au long des derniers mois, les polémiques les plus loufoques se sont érigées en de formidables tactiques d'évitement pour éclipser du débat public les véritables enjeux qui nous auraient certainement permis de mesurer à quel point la laïcité dans le monde est porteuse d'espérance, garante de la cohésion et de la paix sociales alors que les communautarismes confessionnels, promus par la dite «laïcité ouverte», nourrissent et entretiennent les pires confrontations, dégradent le climat social et contrarient l'émancipation humaine.

Le religieux dans le monde: source de confrontation et de reculs des droits des femmes et des homosexuels

Ce qui s'est joué en 2013 fournit malheureusement un matériau extraordinairement abondant pour étayer notre réflexion. Que de crimes commis au nom de la foi et des dogmes religieux! Le rêve d'individus appartenant à des communautés ethno-religieuses différentes entretenant des relations d'amitiés vole bien vite en éclat dès que les intérêts se distordent au gré des aléas politiques, économiques et sociaux. Le Mali, divisé en deux depuis des mois, était en passe de devenir une république islamique. Un an auparavant, le débat sur le Code de la famille avait pris fin abruptement avec l'adoption d'un nouveau code qui consacrait l'inégalité en matière d'héritage et stipulait que «*la femme doit obéissance à son mari*» et que «*l'homme est considéré comme l'unique chef de famille*». La même terreur islamiste s'est répandue jusqu'en République centrafricaine porteuse des mêmes craintes. La Lybie, menacée de «somalisation», cherchant vainement l'unification de la nation, a voté de son côté la stricte application de la charia.

Déjà, dès la chute de Kadhafi en 2011, le Conseil national de transition (CNT) s'empressait de rétablir la polygamie et la répudiation et annonçait la création de banques islamiques. Falloujah, la cité considérée comme un centre intellectuel important en Irak et tombée entre les mains d'Al-Qaïda, est

désormais appelée « État islamiste » alors que le gouvernement du président Al-Maliki a glissé dans le giron iranien. Le retour des Talibans est également à l'ordre du jour en Afghanistan alors que toute la région de l'Asie centrale est en proie à une radicalisation sans précédent. La Syrie, où la guerre civile fait rage depuis mars 2011, a été le terrain d'une confrontation internationale sur fond de drapeau salafiste qui a accueilli de jeunes recrues européennes et nord-américaines ainsi que des femmes venues offrir « bénévolement » leurs services sexuels aux djihadistes! En Syrie comme en Algérie, avec l'attentat d'Ain-Amenas, des Canadiens se sont retrouvés aux premières loges des affrontements.

D'après une source de sécurité belge, on compte en Syrie [5000 djihadistes en provenance des pays de l'espace Schengen](#). Richard B. Fadden, ancien patron du Service canadien du renseignement de sécurité déclarait en 2009 que «*le terrorisme demeure la plus importante menace qui pèse sur nous. Elle ne relève pas de la fiction. Le terrorisme associé à l'extrémisme religieux et politique est présent au Canada.*»

Le religieux résonne partout, y compris au cœur du Vieux-Continent où, là encore, le projet de loi du chef du gouvernement espagnol pour interdire l'avortement constitue une attaque frontale aux droits des femmes. Ces mêmes élans trouvent échos au Parlement canadien et nous rappellent les tentatives infructueuses de quelques députés conservateurs de donner au fœtus un statut juridique légal.

Imagine-t-on un seul instant les répercussions à l'échelle européenne d'une telle mesure qui ferait en sorte que l'Espagne rejoigne la Pologne et l'Irlande qui sanctionnent déjà sévèrement l'avortement? Faut-il voir là l'œuvre de l'Opus dei, branche invisible du Vatican mise en place sous le régime de Franco et qui s'était donné pour mission d'injecter du religieux dans les politiques publiques avec la maxime «*Cujus regio, ejus religio*» (tel gouvernement dans un État, telle religion dans cet État) ? Déjà en 2005, lors de l'adoption du mariage civil pour les couples homosexuels, [le Vatican avait été virulent](#) en affirmant par le biais de l'un de ses représentants : «*Ce qu'on est en train d'accomplir en Espagne, et qui plus est avec une majorité assez restreinte, c'est la destruction de la famille, pierre par pierre.*» Après une intense campagne de communication (encore une), le pape François, désigné comme «pape des pauvres», a été promu «homme de l'année» par le magazine *Time* qui avait aussi jeté son dévolu sur l'ayatollah Khomeini en 1979! Mais au-delà des mots, les milliers d'actes pédophiles commis par des gens d'église demeurent à l'abri des poursuites juridiques. Et toujours rien de concret pour revenir sur la condamnation de l'homosexualité! Pire encore, la Russie se rapprochant de plus en plus de la papauté orthodoxe affiche hostilité et mépris à l'égard des homosexuels pour en faire sa cible privilégiée d'attaque.

Alors que les lobbies politico-religieux constituent une toile d'araignée avec des ramifications aux quatre coins du globe, les nouvelles internationales, pourtant si importantes pour appréhender et comprendre - ne serait-ce que notre propre réalité - sont désespérément quasi absentes de notre décor médiatique. En effet, l'information internationale demeure le parent pauvre des médias québécois. La part que nous lui consacrons est l'une des plus basses au monde et elle se réduit comme peau de chagrin année après année, soit [moins de 1 % des contenus rédactionnels, moins que dans le reste du](#)

[Canada, des États-Unis et de la France](#). Si nous avons connu dans les années 50 et 60 un moment de grâce télévisuel avec l'émission *Point de mire*, animée par un certain René Lévesque, ex-reporter de guerre. Eh bien, nous souffrons présentement d'un terrible recul en matière d'information internationale de qualité!

Les mutations de l'information au Québec

Revenons au Québec et à ses controverses rageuses. N'eût été de l'accueil médiatique qu'on leur a réservé, elles auraient mérité tout au plus qu'un éclat de rire. Cependant, les médias en ont décidé autrement. Certains animateurs d'émissions publiques à Radio-Canada par exemple, ne s'encombrant même plus de l'impartialité et de la réserve que leur impose leur fonction, ont plongé eux aussi têtes baissées dans le débat, s'en donnant à cœur joie pour afficher avec insistance leur aversion contre la Charte. Certains journaux, tel *La Presse*, qui nous avait pourtant habitués à nourrir le débat public en encourageant la diversité d'opinions au sein de sa rédaction, ont soudainement affiché un unanimité déroutant. Certes, certains de ses chroniqueurs vedettes ont osé afficher leur dissension mais on sentait bien que l'exercice était risqué et fort limité. Et que dire du «sérieux» et «indépendant» quotidien *Le Devoir* qui a perdu des plumes lui aussi à force de multiplier ses manchettes maladroites mettant davantage en évidence les dissidents à la Charte?

Comment expliquer ces nouvelles postures journalistiques? Pourquoi cette propension à tout grossir? D'où vient cette disposition à créer un climat peu propice aux échanges? La couverture médiatique est-elle encore conçue pour informer ou bien a-t-elle subi une mutation destinée à créer la controverse et «dramatiser» l'actualité? Ces questionnements méritent un examen approfondi et soulèvent du même souffle les transformations que vit le monde de l'information aussi bien chez nous qu'ailleurs depuis l'avènement du numérique et des médias sociaux.

1. La convergence des médias

Le virage qu'on appréhendait dans le milieu journalistique depuis une quinzaine d'années en raison de la convergence des médias au Québec, notamment avec les deux grands empires médiatiques que sont Quebecor et Gesca, explique en partie cette nouvelle façon d'appréhender l'information. À cette époque-là, nous devinions déjà l'orientation particulière qu'adopteraient les médias, surtout lorsque l'on sait la proximité des deux géants avec les pouvoirs politique, financier, énergétique et économique ainsi qu'avec les milieux culturels et intellectuels. Le traitement partial et complaisant vis-à-vis de certains intérêts allait hélas s'imposer comme une évidence.

2. Culture médiatique de convergence idéologique

Mais ceci est loin d'expliquer tout. Il y a ce que l'on pourrait qualifier de culture médiatique de convergence idéologique qui entérine sciemment ou inconsciemment les fondements de l'état d'esprit

du multiculturalisme et qui rend difficile l'examen critique de certains sujets. En d'autres mots, on ne peut rendre compte des intégrismes religieux, des communautarismes, des violences à l'égard des femmes et des homosexuels de façon pertinente que si le continuum d'analyse adopté est adéquat. Or, le multiculturalisme crée des tabous en extirpant des sujets de la critique, en ethnicisant les problèmes et en dépolitisant le débat public. Cette perte d'esprit critique rend illisible et neutralise les distinctions nécessaires à la compréhension de toute problématique.

Dans ce contexte, la lucidité devient en soi une forme de résistance. S'ajoute à cela une connivence et une complaisance des journalistes eux même vis-à-vis leurs pairs; on aime se conforter dans ses propres jugements, d'où la propension à s'inviter entre journalistes du même moule, appartenant à la même bulle, adoptant les mêmes schèmes et défendant les mêmes intérêts politiques ou de classe (Radio-Canada-La Presse). Ces organes d'information deviennent au fond, lors de certains moments charnières de notre histoire, de formidables machines de propagande qui résistent sans le dire ouvertement à cette remise en cause des valeurs canadiennes que constitue la Charte québécoise de la laïcité. Ils s'opposent avec véhémence et de façon sournoise - occupant une bonne partie du champ médiatique - à un débat qui tente de soustraire le Québec à la chape de plomb du multiculturalisme canadien. Imaginez! Un Québec qui aurait l'outrecuidance de définir lui-même ses propres règles du vivre-ensemble... *Shocking!*

3. L'émergence des médias sociaux

Sans vouloir diaboliser les médias sociaux que sont Facebook et Twitter et qui participent indéniablement à «démocratiser» l'information, force est de constater que malheureusement, bien souvent, la moindre peccadille est amplifiée, montée en épingle afin de nourrir des échanges belliqueux faisant pousser une fièvre non pas débattue mais «chicanière». Forcément, le débat d'idées y perd en sérénité et en profondeur. Devant son écran, quelquefois dans le confort de l'anonymat, chacun y va de sa thèse et de ses incriminations sans se soucier des exigences de l'échange civilisé. Pour autant, certains croisent le fer dans le respect et l'exigence que leur confère le débat public et c'est très bien ainsi. Mais d'autres tombent dans le mépris, cultivent la haine de l'adversaire lorsqu'ils n'appellent pas carrément à son lynchage par le biais de la vindicte populaire. À travers cette volonté de niveler vers le bas transparaît une forme de vengeance et d'exaspération à l'égard de ceux qu'on accuse et blâme soit de trop «monopoliser» l'espace médiatique ou encore de s'élever par leur mérite et leur expertise. Alors nous devenons soudainement tous égaux puisque nous sommes ramenés au niveau le plus bas de la polémique, celui de la vision manichéenne: penser le monde en deux grands blocs antagonistes: «les Pour» et «les Contre» et se conforter avec l'idée saugrenue que toutes les opinions se valent.

4. La dramatisation de l'actualité

Ce tourbillon d'échanges avec cette attirance pour le pire sur la Toile a un impact considérable sur l'information elle-même. Pour faire face à la crise de la presse, et se distinguer dans le flot d'informations continues, les médias traditionnels se sentent obligés de monter le moindre événement

en épingle. La notion même d'information factuelle perd du terrain. Elle est utilisée pour faire réagir et provoquer avec un objectif assumé: favoriser les dérives et les dérapages qui sont eux-mêmes repris *tutti quanti* par les autres médias, qu'ils soient sociaux ou traditionnels. Lorsque la controverse s'élève, nous ne savons même plus très bien quelle en fut la source, l'essentiel étant ce qui en découle avec son lot de perceptions et d'interprétations. Le déferlement de l'information est pensé sur le mode de la réaction instantanée avec des manchettes délibérément conçues pour affoler, pour inquiéter et pour exciter le citoyen lambda devenu citoyen «cliqueur» ou citoyen «zappeur» ou encore les deux à la fois de façon à le rendre dépendant et émotif, d'où cette obsession à vouloir à tout prix créer des polémiques qui vont faire naître cette inflation du débat binaire. Cela est évidemment facile lorsque les réponses ne tiennent souvent qu'à un simple clic. Alors cliquons oui ou non, donnons l'impression que le «cliqueur» a un rôle, que sa contribution est attendue, voire même salutaire puisque qu'il croit s'approprier le réel.

5. Déficit de recul, des connaissances, du terrain et absence de contextualisation historique et politique

Notre époque souffre d'un déficit de recul; tant qu'on se scandalise, on reste dans l'émotivité et l'immédiateté. Les états d'âmes et les faites divers remplacent les analyses sérieuses. D'ailleurs, en matière de laïcité et plus généralement des questions touchant au vivre ensemble, on ne se préoccupe plus vraiment de savoir ce qui relève de l'opinion, de l'analyse ou de l'information à l'état brut. Les digues se sont rompues entre les différents genres journalistiques, ils se confondent l'un dans l'autre la plupart du temps en raison d'un manque de valorisation des connaissances, de l'expérience de terrain et d'une absence de contextualisation historique et politique. C'est comme si ce qui c'était passé il y a 10 ans, par exemple, n'était plus pertinent à la compréhension du phénomène présent. Or, sans cette conscience historique et politique, on ne peut saisir la montée des intégrismes religieux dans le monde et au Québec en particulier, ni même cerner notre propre société. Plus encore, certains journalistes ne se soucient même plus de savoir s'ils maîtrisent ou pas leur sujet d'analyse. Ce critère ne rentrant pas dans leur ligne de considération puisque l'essentiel étant de formuler un avis sur la question. L'information traitée ainsi ne permet pas de décrypter la réalité puisque nous restons dans la perception et le jugement hâtif. Dans ces conditions, nous n'offrons pas au public la possibilité de rentrer dans la complexité du sujet pour traiter l'information comme il se doit.

Cette réalité en cache une autre encore plus préoccupante. Certains univers restent totalement fermés aux journalistes. Pensons par exemple à tout ce qui concerne les discours politico-religieux véhiculés dans les lieux de culte devenus par la force des choses non plus des lieux de prières comme le veut leur vocation mais de formidables tribunes politiques où l'on débat de tout: de la situation en Syrie, du voile islamique, du conflit israélo-palestinien, de la Charte, du mariage des femmes musulmanes et bien entendu de la décadence de l'Occident désigné comme le plus grand Satan qu'on pousse à haïr et de ses «suppôts» qu'on invite à combattre. Les mariages forcés et arrangés, les crimes d'honneur, les certificats de virginité, la violence conjugale, assumer son apostasie ou encore son homosexualité

lorsqu'on est un membre d'une communauté culturelle, le créationnisme dans les écoles confessionnelles et la soumission des élèves aux dogmes religieux en contradiction flagrantes de l'autonomie de jugement et de la formation de l'esprit critique pourtant nécessaire à l'exercice de la citoyenneté, sont autant de sujets «brûlants» et presque toujours escamotés du radar médiatique. Jusqu'à quand?

6. Groupes d'intérêts et de pressions

Des groupes d'intérêts et de pression tentent en permanence de brouiller le débat en proférant des accusations gratuites et non pertinentes de «racisme», d'«islamophobie» ou d'«antisémitisme», couplées à des menaces de procès en diffamation contre certains journalistes et animateurs qu'on désigne comme «les moutons noirs de l'information», de façon à réduire la véritable portée des enjeux et à tuer le débat dans l'œuf. Certains de ces lobbies avancent tantôt masqués tantôt à visage découvert, utilisant toutes sortes de stratagème pour tromper l'opinion si bien que nombre de leurs militants ne déclinent jamais leur appartenance organique à ces entités politiques, préférant même les cacher, cherchant plutôt à se faire passer pour de «simples citoyens» désireux de prendre part en toute légitimité au débat public. Il y va donc de la responsabilité des médias d'exercer une vigilance accrue à l'égard de ces acteurs politiques. À voir la prédisposition de ces lobbies à fonctionner sur le mode de la duperie, à porter plainte de façon récurrente et abondante pour signifier leur présence dans l'espace public afin d'asseoir leur idéologie sur le registre de la culpabilisation, du politiquement correct et de l'hypersensibilité, il est à craindre que des sujets s'effacent carrément de certaines salles de rédaction renforçant ainsi certains tabous qui existent déjà.

7. Le débat est mal perçu

Au Québec, le débat est mal perçu, la dissidence mal vécue; nous vivons avec ce désir angélique d'aplanir les divergences, de les étouffer afin de trouver le compromis illusoire. Puisque les positions tranchées sont jugées trop radicales, les positions médianes sont alors privilégiées au détriment même des principes comme si la vérité était une moyenne de toutes les postures qui existent dans la société. Or, la vérité est une quête permanente qui nécessite parfois des ruptures nécessaires pour passer d'une étape historique à une autre. La vérité exige de nous de ne jamais céder sur les principes afin de ne pas les diluer. Assumer son opinion et l'argumenter est en soi une démarche qui dénote une maturité intellectuelle et une posture citoyenne.

De ce point de vue, la tolérance qui existe au sujet du voile islamique que certains tendent à opposer au voile intégral est l'un des pires accommodements possibles. Car ces deux voiles se réfèrent l'un et l'autre à une même logique, celle de l'infériorisation de la femme et de l'assujettissement à une interprétation rigoriste de la religion musulmane défendue par les intégristes. Ce modèle qui aspire soi-disant à respecter les différences conduit fatalement au déni de l'égalité et de la liberté. Et les premières victimes de ce déni sont les femmes de foi et (ou) de culture musulmanes pétries de valeurs universelles, ici comme ailleurs, engagées, un peu partout dans le monde, dans les luttes sociales et

politiques. C'est en faisant jouer «le droit à la différence» contre les droits collectifs des femmes que nous aboutissons à la différence des droits et à la négation de l'égalité, une égalité conquise, rappelons-le, de haute lutte par le peuple québécois.

Mettre le cap sur les ressemblances et les convergences

Ainsi, lorsque nous traitons de cette «dérégulation» de l'information, de son rapport à l'éthique, et de ses conséquences sur le débat public, nous ne sommes pas ici seulement en train d'analyser une certaine conception de l'information, nous questionnons surtout notre rapport au pouvoir et à la démocratie, un rapport qui somme toute repose sur une certaine idée que nous nous faisons de nous-même, de l'existence d'un *affectio societatis* et des valeurs qui nous façonnent afin de faire société ensemble, les uns avec les autres.

Nous sommes l'un et l'autre des mordus de l'information, nous aimons les débats de société et nous y participons lorsque l'occasion s'y présente. Nous connaissons les médias de l'intérieur avec leur côté d'ombre et leur part de lumière. Nous considérons que notre boussole collective en matière d'information doit être le souci de la vérité guidé par l'éthique d'un métier noble. Mais notre propos ici dépasse largement le simple cadre journalistique, il s'inscrit dans une démarche citoyenne préoccupée par notre devenir commun. A travers ce débat sur la Charte émerge pour nous une seule question: comment définir les contours du vivre-ensemble au Québec dans une société démocratique, pluraliste et multiethnique en tenant compte de notre cheminement politique, historique et culturel?

Pour ce faire, nous estimons que la nation doit rester un projet politique commun fondé sur l'intérêt général car aucune société n'étant longtemps viable à n'être conçue que comme une addition de différences. C'est sur les ressemblances et les convergences qu'une politique de cohésion met l'accent afin que les solidarités sociales s'enracinent dans l'égalité des droits et des obligations des différentes composantes qui fondent notre nation quelle que soit son origine. Vivre ensemble ne saurait signifier une juxtaposition de communautés culturelles ou religieuses partisans s'ignorant les unes les autres, se tournant le dos ou méprisant la culture francophone commune. S'il convient que l'État soit neutre religieusement, il n'en est pas de même politiquement. Il doit pouvoir fixer la nature du lien politique qui rattache le citoyen à la cité. C'est même son rôle primordial. Il doit imposer l'intérêt du plus grand nombre sur tous les intérêts particuliers et tous les égoïsmes qui fragmentent notre société. La laïcité est une de nos libertés les plus fondamentales, une liberté qui conditionne toutes les autres. Elle est la voie qui autorise notre nation à s'affirmer comme entité politique à partir de la pierre angulaire de la souveraineté populaire. Ce qui en passant, dépasse la laïcité elle-même et nous permet d'entretenir de vifs espoirs à l'égard de notre devenir collectif en tant que peuple et nation.

VOIR AUSSI SUR LE HUFFPOST

Retrouvez les articles du HuffPost sur [notre page Facebook](#).

» [Comment connecter son compte HuffPost à Facebook pour pouvoir commenter?](#)

Suivre Djemila Benhabib sur Twitter: www.twitter.com/@djemilaben

Suivre Le HuffPost Québec